

rAPPORT DE TENDANCES MENSUEL

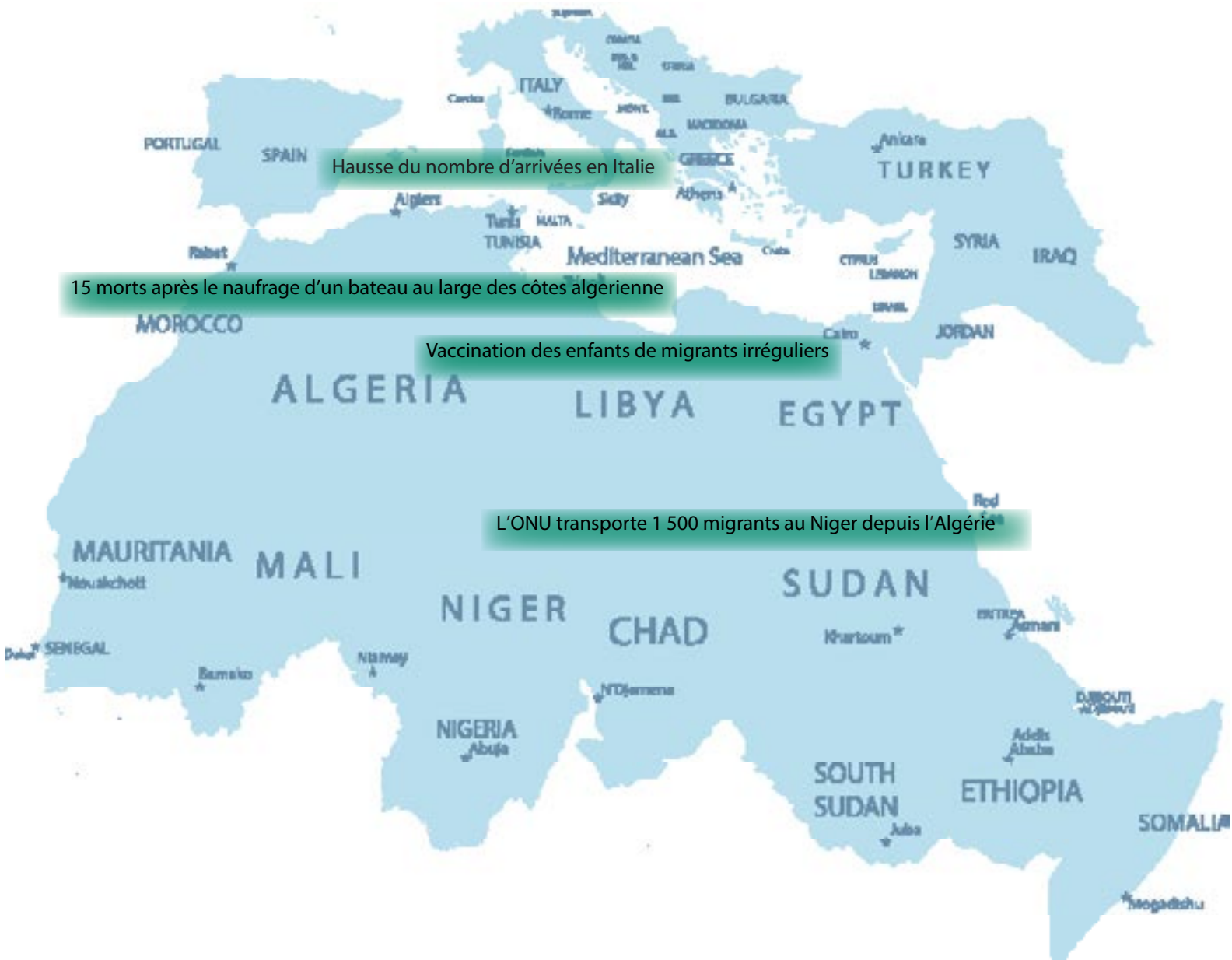
COUVRANT LA MIGRATION COMPOSITE VERS, A TRAVERS ET DEPUIS L'AFRIQUE DU NORD

A propos: MHUB est le centre régional de connaissances et le secrétariat pour l'Équipe Spéciale en charge des flux migratoires composites en Afrique du Nord, regroupant le DRC, l'OIM, le HCDH, le RMMS, Save the Children, le HCR, l'UNICEF et l'ONU DC. Le centre favorise une approche basée sur les droits de l'homme pour assurer la protection des personnes qui se déplacent dans le cadre de flux composites et complexes vers, à travers et depuis l'Afrique du Nord.

Portée: ce bulletin couvre les tendances migratoires composites en Algérie, en Égypte, en Libye, au Mali, au Maroc, au Niger, au Soudan, en Tunisie, en Grèce et en Italie.

Terminologie: dans le présent bulletin, les termes migrant, réfugié et demandeur d'asile sont utilisés pour désigner tous ceux qu'englobent les flux migratoires composites. Si la source d'origine spécifie une catégorie particulière, le terme approprié sera utilisé.

Sources: les données sont tirées d'une large variété de sources, y compris celles du gouvernement, de la société civile et des médias.



RÉGIONAL

La police allemande lance une répression contre le crime organisé

- Les forces de sécurité allemandes ont [mené](#) de multiples descentes contre des trafiquants d'êtres humains et des criminels impliqués dans « le trafic illicite, la prostitution forcée et l'exploitation », et ont détenu plus de 100 personnes. Les forces de sécurité ont pris pour cible un réseau criminel soupçonné de trafic de travailleurs du sexe en provenance de Thaïlande. La police a perquisitionné plus de 60 maisons closes et appartements dans le nord-ouest de l'Allemagne, et a détenu un couple soupçonné de gérer le réseau criminel impliquant plus de 50 personnes, dont la plupart sont des femmes. Selon la police, les dirigeants du réseau ont utilisé de faux visas pour amener des femmes et des transgenres de Thaïlande en Allemagne, facturant entre 16 000 et 30 000 euros pour les visas, puis ils ont forcé les nouveaux arrivants à se prostituer pour rembourser leurs dettes. Des centaines de ces travailleurs ont ensuite été déplacés d'une maison close à l'autre pour éviter les soupçons. « Ils n'ont pas menti sur le but (de leur voyage en Allemagne), mais ils ont été trompés quant aux conditions de travail », ont déclaré les responsables.

L'Autriche saisira les biens précieux des migrants à leur arrivée

- L'Autriche [propose](#) de confisquer l'argent des demandeurs d'asile, de saisir leurs téléphones portables et de rendre plus difficile l'obtention du statut de citoyen par les demandeurs d'asile. Les mesures ont été incluses dans un projet de loi par le cabinet ministériel. « Nous nous sommes fixés très délibérément l'objectif de lutter contre la migration irrégulière, mais aussi contre les abus du droit d'asile », a déclaré le chancelier Sebastian Kurz lors d'une conférence de presse après la réunion hebdomadaire du cabinet. Le projet de loi, qui doit être adopté par le Parlement, permet aux autorités de saisir les téléphones portables des demandeurs d'asile pour confirmer leur lieu de provenance, et de confisquer des sommes d'argent liquide pouvant aller jusqu'à 840 euros pour payer leur subsistance en attendant le traitement de leur demande d'asile. « Le seul objectif de ce projet de loi est de créer davantage d'incertitude et de méfiance parmi la population », a déclaré Amnesty International dans un communiqué. En outre, la proposition de loi permettra aux réfugiés de déposer une demande de citoyenneté autrichienne après 10 ans, par opposition à la période actuelle de 6 ans.
- Par ailleurs, l'Autriche a également [introduit](#) une nouvelle loi sur l'asile qui devrait rendre beaucoup plus difficile le dépôt des demandes d'asile officielles en Autriche, tout en augmentant la probabilité que les nouveaux réfugiés et demandeurs d'asile soient refoulés à la frontière. La nouvelle loi a permis au gouvernement d'annoncer la « crise migratoire » comme un « état d'urgence ».

L'Allemagne réinstallera 10 000 réfugiés tout en adoptant une position plus ferme à l'égard des expulsions

- Environ 10 000 réfugiés vulnérables du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord seront [réinstallés](#) en Allemagne dans le cadre du programme de réinstallation volontaire de l'UE. En septembre 2017, la Commission européenne a [annoncé](#) un nouveau programme de réinstallation de l'UE visant à acheminer vers l'Europe 50 000 des personnes les plus vulnérables ayant besoin d'une protection internationale, au cours des deux prochaines années. Le programme sera en place jusqu'en octobre 2019 et une somme de 500 millions d'euros a été allouée à cette affaire par la Commission. Une attention accrue sera portée à la réinstallation des personnes originaires d'Afrique du Nord et de la Corne de l'Afrique, en particulier la Libye, l'Égypte, le Niger, le Soudan, le Tchad et l'Éthiopie. La décision de l'Allemagne fait suite aux confirmations faites par 19 autres pays de l'UE qui ont promis d'installer environ 40 000 personnes vulnérables.
- Pendant ce temps, l'Allemagne s'est [engagée](#) à prendre une position plus ferme envers la migration irrégulière et l'expulsion des demandeurs d'asile déboutés. Des centaines de policiers ont effectué une descente dans un abri de réfugiés quelques jours après qu'un groupe de migrants a empêché les autorités d'expulser un demandeur d'asile togolais de 23 ans. Dans le cadre de ce plan, le gouvernement allemand a l'intention de placer des demandeurs d'asile dans plusieurs centres de traitement centralisés pouvant accueillir jusqu'à 1 500 personnes pour une durée allant jusqu'à deux ans. Les juges travailleront dans ces centres à partir desquels les demandeurs d'asile déboutés seront expulsés directement vers leurs pays. Le ministre de l'Intérieur, Horst Seehofer, veut également augmenter le nombre d'installations de détention pour les personnes expulsées. M. Seehofer a déclaré qu'il souhaitait également que l'Allemagne déclare plusieurs pays - dont le Maroc, la Tunisie et l'Algérie ainsi que la Géorgie - comme des « pays d'accueil sûrs », réduisant ainsi les chances que les demandeurs d'asile provenant de ces pays obtiennent l'asile.

L'année 2017 enregistre des niveaux records d'envois de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire

- Selon la dernière édition de la note d'information de la Banque mondiale sur les migrations et le développement, les envois de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire ont [rebondi](#) pour atteindre un niveau record en 2017 avec 466 milliards de dollars, après deux années consécutives de recul. La progression depuis 2016 représente une croissance de 8,5%. Les envois de fonds ont augmenté dans toutes les régions, et les principaux destinataires des transferts étaient l'Inde, la Chine, les Philippines, le Mexique, le Nigéria et l'Égypte. L'augmentation des envois de fonds a été stimulée par la croissance en Europe, dans la Fédération de Russie et aux États-Unis. Les rapatriements de fonds devraient continuer d'augmenter de 4,1% en 2018 à destination des pays à revenu faible et intermédiaire.

Les sondages du Gallup révèlent une hausse du désir de migrer

- En 2017, près d'un Nord-Africain sur trois (32%) a [déclaré](#) qu'il aimerait émigrer définitivement vers un autre pays, contre 28% en 2016. Les pourcentages ont connu une hausse dans trois pays: L'Algérie, le Maroc et la Libye qui sont des pays d'origine, de transit et de destination. Le désir d'émigrer le plus élevé était chez les jeunes Nord-Africains et les plus diplômés. En 2017, près de la

moitié des Nord-Africains (46%) âgés entre 15 et 29 ans ont déclaré vouloir émigrer définitivement à un autre pays, contre 40% en 2016. L'Europe, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis font partie des destinations les plus souhaitées par les candidats nord-africains à l'émigration. L'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis sont des destinations particulièrement préférées des Égyptiens.

Le HCR exhorte les pays européens à lutter contre les réseaux de traite en Libye

- L'Envoyé spécial du HCR pour la Méditerranée centrale, Vincent Cochetel, a [déclaré](#) que les pays européens devaient faire plus pour lutter contre le commerce illégal de carburant et de bateaux pneumatiques en Libye qui aide les trafiquants d'êtres humains. Cochetel a affirmé que les opérateurs de bateaux privés avec des drapeaux enregistrés dans les pays de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) achetaient du carburant à des groupes de trafiquants. Selon le responsable du HCR, d'autres pays ne respectaient pas la décision de l'Union européenne de limiter la vente de bateaux pneumatiques en Libye, en plus des bateaux gonflables achetés en Chine et exportés à travers plusieurs pays de l'OSCE. Lors de la 18ème édition de l'Alliance contre la traite des êtres humains sous les auspices de l'OSCE, M. Cochetel a déclaré: « Des bateaux privés enregistrés auprès des pays de l'OSCE accostent en Libye et achètent du carburant illégal aux milices impliquées dans la traite des êtres humains. » L'appel intervient après que la compagnie libyenne, National Oil Corporation, a annoncé qu'elle envisageait d'utiliser un système de marquage chimique pour aider à détecter les produits pétroliers de contrebande, car jusqu'à 40% du carburant raffiné en Libye ou importé est volé ou introduit en contrebande.

ALGÉRIE

Au moins 15 migrants sont morts après le naufrage de leur bateau au large des côtes algériennes

- Une quinzaine de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile sont [morts](#) après le naufrage de leur bateau au large des côtes algériennes. Le bateau tentait d'atteindre l'Europe après le départ initial du Maroc. Les garde-côtes et les autorités de protection civile ont secouru 19 des 34 personnes à bord. Le bateau a coulé au large des côtes d'Oran, une ville située à l'ouest de la capitale Alger.

L'Algérie s'inquiète de la hausse du nombre des migrants puisque l'Europe durcit les contrôles aux frontières

- L'Algérie [s'attend](#) à accueillir davantage des migrants originaires de pays subsahariens comme l'UE ferme ses portes. « La solution n'est pas de fermer les frontières d'un côté et laisser les gens mourir à l'autre », a déclaré Hassan Kacimi, Directeur d'études chargé de la migration au ministère de l'Intérieur de l'Algérie. Selon Kacimi, le gouvernement algérien a mobilisé environ 20 millions de dollars au cours des trois dernières années pour accueillir le nombre croissant d'arrivées de migrants.

Formation de l'ONU DC

- L'ONU DC a organisé un atelier de formation de trois jours à Alger du 22 au 24 avril pour promouvoir la capacité des journalistes algériens à signaler les cas de traite des personnes et de trafic illicite de migrants. L'atelier était destiné à 20 journalistes travaillant dans différents médias en Algérie, et a comporté différentes sessions sur le cadre juridique international relatif à la traite des personnes et au trafic de migrants, ainsi que sur les modalités d'interroger les survivants de la traite et de signaler des cas de la traite des êtres humains et du trafic illicite de migrants. La formation comprenait également un travail de groupe où les participants devaient écrire des articles sur les questions de la traite des personnes et du trafic illicite de migrants, puis les présenter au public pour un débriefing.

ÉGYPTE

L'OIM, le NCCIM & TIP et l'UNICEF produisent une chanson et un clip vidéo pour mettre en lumière les dangers de la migration irrégulière

- L'OIM Égypte et le Comité national de coordination chargé de combattre et de prévenir la migration irrégulière et la traite des personnes (NCCIM & TIP) en coopération avec l'UNICEF Égypte ont [produit](#) une chanson et son [clip vidéo](#) avec deux artistes égyptiens populaires, Zap Tharwat et Ahmed Shiba, pour mettre les jeunes Égyptiens en garde contre les dangers de la migration irrégulière. La chanson et le clip font partie de la seconde campagne de sensibilisation nationale contre la migration irrégulière, et ciblent les jeunes en Égypte qui risquent d'entreprendre la périlleuse traversée vers l'Europe. La vidéo a atteint avec succès 3 millions de vues au cours de la semaine de sa sortie. En annonçant sa sortie, le chef de mission de l'OIM en Égypte, Laurent De Boeck, a déclaré: « C'est une chanson importante qui vise à sensibiliser les jeunes d'Égypte aux dangers de la migration irrégulière et de la traite d'êtres humains. Il est primordial d'essayer de montrer l'Égypte comme une solution aux Égyptiens plutôt que d'envisager la migration comme le seul moyen de résoudre leurs problèmes. » La vidéo sera suivie d'efforts de sensibilisation communautaire dans les six gouvernorats les plus concernés par les départs irréguliers

à travers l'Égypte.

Première édition régionale du Diplôme en Gouvernance migratoire

- L'OIM Égypte, en partenariat avec le Centre des études sur la migration et les réfugiés (CMRS) de l'Université américaine au Caire (AUC), a [annoncé](#) que la première édition régionale du Diplôme en Gouvernance migratoire se tiendra au Caire du 22 au 30 septembre prochain. Le programme d'apprentissage intensif de neuf jours comprendra une variété de modules traitant de divers aspects de la gouvernance des migrations, et il est prévu que jusqu'à 30 fonctionnaires de la région MENA participeront au programme. Depuis 2016, 57 représentants gouvernementaux et non gouvernementaux égyptiens ont pris part au Diplôme en Gouvernance migratoire avec des modules dispensés par des professeurs de l'AUC et des praticiens de l'OIM. Ce programme soutient l'engagement pris par le gouvernement égyptien dans le cadre du plan d'action du [Sommet de La Valette sur la migration](#) visant à élaborer et à mettre en œuvre une stratégie nationale et régionale globale pour la migration et la mobilité humaine.

Formation de L'ONUDD

- L'ONUDD a organisé un atelier de formation intitulé « Séminaire sur le rôle crucial du pouvoir judiciaire dans la lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants » à l'intention de 29 juges à Hurgada du 3 au 5 avril. L'atelier a été organisé en coopération avec le Comité national de coordination chargé de combattre et de prévenir la migration illégale et la traite des personnes (NCCIM & TIP) ainsi que le Centre national d'études judiciaires (CNEJ). C'était le deuxième atelier de ce type destiné aux juges nationaux sous l'égide du projet GLO.ACT.
- L'ONUDD a organisé un atelier de formation intitulé « Atelier de formation pour renforcer les capacités des procureurs

égyptiens à enquêter et à poursuivre les crimes de trafic illicite de migrants », à Alexandrie, du 15 au 18 avril. L'atelier a été organisé en collaboration avec le Comité national de coordination chargé de combattre et de prévenir la migration illégale et la traite des personnes (NCCIM & TIP) ainsi que la Division de la coopération internationale et des droits de l'homme au Bureau du Procureur général égyptien. L'atelier s'adressait à 20 procureurs nationaux de la région du Delta et a comporté des discussions intéressantes et des échanges de connaissances et d'expertise, notamment avec 4 procureurs qui ont travaillé sur l'affaire de trafic de migrants à Rashid.

LIBYE

Incidents maritimes

- 1 485 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont été secourus au large des côtes de la Libye lors de dix incidents différents au mois d'avril, ce qui représente une augmentation de 40% par rapport aux chiffres des opérations de sauvetage en mars. Les chiffres du mois de mars étaient également en hausse par rapport à ceux de février. Il y a eu 11 décès enregistrés au cours du mois d'avril.

Vaccination des enfants de migrants irréguliers

- La Direction libyenne de lutte contre la migration irrégulière (DCIM) [annoncé](#) le 17 avril que les enfants de migrants, réfugiés et demandeurs d'asile en situation irrégulière avaient été vaccinés avec succès contre plusieurs maladies. La campagne de vaccination a été mise en œuvre en coopération avec International Medical Corps et le centre de soins municipal situé à Abu Salim.

Le HCR fournit une aide aux familles libyennes déplacées

- Le porte-parole du HCR, Andrej Mahecic, a [annoncé](#) le 20 avril les derniers efforts déployés par le HCR pour fournir une aide d'urgence aux familles déplacées en Libye. M. Mahecic a déclaré que les familles déplacées dans le sud de la Libye avaient désespérément besoin d'abris décents, de fournitures médicales et de nourriture, et que l'accès humanitaire à cette région de la Libye a été restreint en raison des récentes éruptions de violence. Il a ajouté qu'un convoi humanitaire composé de sept camions avait livré des articles de première nécessité à 850 familles déplacées à Sabha le 4 avril et à 370 autres familles à Murzuq le 18 avril. La situation en Libye est toujours préoccupante avec 184 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays et 368 000 personnes récemment rapatriées ayant encore besoin d'une aide humanitaire.

MSF est préoccupée par les migrants, réfugiés et demandeurs d'asile détenus

- Médecins Sans Frontières (MSF) a [exprimé](#) ses préoccupations au sujet de la sécurité de plus de 800 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile détenus dans un centre de détention libyen surpeuplé dans la ville de Zuwara. L'organisation humanitaire a ajouté que certains hommes, femmes et enfants en détention étaient retenus dans des conditions déplorables depuis plus de cinq mois. En évoquant les conditions de détention, Karline Kleijer, responsable des urgences de MSF, a déclaré: « La situation est alarmante. Nous demandons instamment à toutes les agences internationales présentes en Libye, aux représentants des pays d'origine et aux autorités libyennes de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour trouver une solution pour ces personnes dans les prochains jours.

» La situation ne cesserait pas de se détériorer davantage, puisque les autorités libyennes continuent à détenir des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile, et à les enfermer dans des centres de détention déjà surpeuplés.

Groupe de travail sur la migration en Libye

- L'OIM et le ministère libyen des Affaires étrangères ont [organisé](#) la troisième réunion du Groupe de travail sur la migration en Libye à Tripoli le 25 avril. Parmi les questions discutées figuraient les priorités nationales libyennes relatives à l'aide internationale en matière de migration et la meilleure façon d'utiliser les modalités existantes pour répondre à ces priorités. Le président de la réunion et le directeur des affaires européennes au ministère libyen des Affaires étrangères, Louai Turjiman, a déclaré: « En tant que principal organe de coordination avec les partenaires internationaux dans ce domaine, le Groupe de travail sur la migration est le mécanisme approprié pour présenter les priorités nationales et planifier une approche commune, adaptée au contexte national, qui répondrait aux besoins des personnes vulnérables. La migration irrégulière est une responsabilité partagée. » Le chef de mission de l'OIM en Libye, Othman Belbeisi, a ajouté: « Cette réunion a dévoilé des étapes concrètes et une réelle détermination de la part de tous les acteurs en faveur d'un plan de travail global à long terme en matière de migration. Le groupe élabore des outils concrets et des solutions pratiques pour que la gouvernance migratoire efficace contribue à garantir le respect des droits de l'homme tout en réduisant les impacts de la migration irrégulière. »

L'ONUDD organise des formations pour les forces de l'ordre et les procureurs libyens

- Du 2 au 4 mai, l'ONUDD a organisé une formation de base pour les forces de l'ordre et les procureurs libyens portant sur la traite des personnes et le trafic de migrants. Cette formation a regroupé 10 procureurs et 12 agents des forces de l'ordre relevant de la Direction libyenne de lutte contre la migration illégale (DCIM) à Tunis pendant 3 jours. La formation comprenait des sessions consacrées au cadre juridique international sur la traite des personnes et le trafic de migrants, aux modalités d'identification, de compréhension et d'entretien des victimes de la traite et des migrants victimes de trafic, ainsi qu'aux techniques d'enquête et à la coopération internationale. Des représentants du Bureau du procureur général et de la DCIM ont également été invités à partager un aperçu de la situation en Libye et du défi auquel ils sont confrontés dans leurs fonctions. Cette formation est la première partie des deux sessions portant sur les crimes de traite des personnes et de trafic de migrants.

Itinéraire de la Méditerranée occidentale

- [1,093](#) migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont traversé le Maroc pour se rendre en Espagne par la mer au mois d'avril, portant le total des arrivées par mer pour cette année à 5 676. Les chiffres du mois d'avril représentent une hausse de près de 24% par rapport à mars, et sont supérieurs de 21% à ceux d'avril 2017. Selon les chiffres de l'OIM, 97 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont perdu la vie en tentant de traverser la mer pour rejoindre l'Espagne en avril 2018, soit une augmentation de 978% par rapport au mois d'avril 2018 (9 uniquement).
- De plus [386](#) migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont traversé le Maroc en direction de l'Espagne via les frontières terrestres communes avec le Maroc (Ceuta et Melilla) au cours du mois d'avril, ce qui porte à 2 001 le nombre total de ces traversées cette année. Le nombre de traversées par voie terrestre en avril représente une baisse de 7% par rapport à celles du mars, mais une augmentation de 30% par rapport aux chiffres d'avril 2017.

L'Espagne et les États-Unis saluent les efforts du Maroc dans la lutte contre la migration irrégulière

- Lors d'une réunion avec le ministre grec de la Politique migratoire, Dimitris Vistas, et le ministre adjoint grec de la Protection civile, le ministre espagnol de l'Intérieur, Juan Ignacio Zoido a [souligné](#) les efforts déployés par le Maroc pour faire face à la migration irrégulière. Selon un communiqué publié par le ministère espagnol de l'Intérieur, Zoido a mis en évidence la collaboration efficace entre l'Espagne et le Maroc à cet égard.
- En même temps, les États-Unis ont apprécié les accomplissements du Maroc en matière des droits de l'homme, en soulignant en particulier la protection des droits des migrants et la politique de régularisation et d'intégration adoptée par le Royaume. Le département d'État américain a mis en lumière la « régularisation exceptionnelle des personnes en situation irrégulière » dans le cadre du programme de régularisation des migrants de 2016. La campagne de régularisation annoncée en 2016 a accordé un statut régulier à des migrants auparavant en situation irrégulière, qui répondent aux critères établis par le gouvernement. La campagne de régularisation a facilité l'accès des migrants aux services de base, à l'emploi, à l'éducation et aux soins de santé. En octobre 2017, environ 22 000 demandeurs avaient obtenu un statut régulier, sur un total de plus de 25 000 demandes soumises.

Le Maroc accueille la 5ème Conférence ministérielle euro-africaine annuelle sur la migration et le développement

- La ville marocaine de Marrakech a [accueilli](#), le 2 mai 2018, la

5ème Conférence ministérielle euro-africaine sur la migration et le développement. La conférence a réuni des ministres et des représentants de haut niveau de 60 pays d'Afrique et d'Europe, de la Commission européenne ainsi que de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. La conférence devrait aboutir à adopter un programme de coopération pluriannuel ainsi que la Déclaration de Marrakech sur la migration et son Plan d'action. Les principales initiatives du Plan d'action [comprenaient](#) la promotion des avantages de la migration pour le développement, tout en s'attaquant aux causes profondes de la migration irrégulière et au phénomène des personnes déplacées, la promotion de la migration et de la mobilité légales, le renforcement de la protection et de l'asile, ainsi que la lutte contre la migration irrégulière, le trafic de migrants et la traite des êtres humains. La précédente Conférence euro-africaine sur la migration et le développement s'est tenue en novembre 2014 à Rome, en Italie.

Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile portés disparus dans le détroit de Gibraltar

- Au moins quatre migrants, réfugiés et demandeurs d'asile sont [morts](#) et sept sont toujours portés disparus après que leur bateau de fortune a coulé dans le détroit de Gibraltar. Les corps de ceux qui ont perdu la vie ont été récupérés par les sauveteurs le 1er avril. Le seul survivant jusqu'à présent a dit qu'il y avait un total de 12 personnes à bord du bateau impropre à la navigation. Les services d'urgence andalous avaient mis en garde contre les conditions météorologiques dangereuses le long du détroit le 1er avril.

L'ONU DC organise des formations pour les organisations de la société civile locale

- L'ONU DC a organisé, les 12 et 13 avril, une formation pour les organisations locales de la société civile sur l'identification et la protection des victimes de la traite des personnes à Agadir dans la région sud de Souss-Massa au Maroc. L'événement s'est tenu en partenariat avec le Ministère délégué chargé des Marocains Résidant à l'Étranger et des Affaires de la Migration, en présence de la Commission régionale des droits de l'homme et de la « Solidarité nationale » (institution publique de services sociaux). La formation a réuni 33 acteurs locaux avec divers mandats et activités liés à la protection sociale, aux droits de l'homme, à la mobilisation et au soutien aux catégories vulnérables de personnes, notamment les femmes, les enfants, les migrants et les demandeurs d'asile. C'est la conclusion d'un cycle de formations qui a ciblé 7 régions du Maroc depuis 2017 et qui s'inscrit dans des efforts de sensibilisation aux cadres juridiques nationaux et internationaux, à leurs contextes de mise en œuvre ainsi qu'aux mesures d'identification et de protection des victimes.

MALI

La violence au Mali force des milliers de personnes à fuir au Burkina Faso

- Le HCR est [préoccupé](#) par les affrontements intercommunautaires déclenchés entre les communautés Dogon et Peul dans le centre du Mali qui ont poussé 3 000 personnes à fuir vers le Burkina Faso. Les 2 000 Maliens et 1 000 Burkinabés récemment arrivés au Mali rejoignent quelque 24 000 réfugiés maliens qui ont trouvé refuge au Burkina Faso depuis

le début du conflit au Mali en 2012. Ce nouveau déplacement s'ajoute aux défis auxquels le Mali est confronté en plus de l'insécurité alimentaire due au manque de précipitations.

Le Mali rappelle son ambassadeur à Alger à cause du mauvais traitement des Subsahariens

- Le Mali a [rappelé](#) son ambassadeur à Alger pour exprimer son refus des mauvais traitements infligés aux migrants, réfugiés et demandeurs d'asile subsahariens par les autorités algériennes. Le ministre malien des Affaires étrangères a dénoncé la discrimination de l'Algérie contre les Maliens et a exhorté tous les Maliens qui se sentent en situation d'insécurité en Algérie de quitter le pays. Le discours populiste anti-migrant gagne du terrain en Algérie avec certaines personnes blâmant les migrants subsahariens pour la détérioration de la situation économique en Algérie. Par des propos problématiques, le premier ministre algérien actuel a décrit les migrants subsahariens comme étant une « source de crime, de drogue et de plusieurs autres fléaux ». Des organisations

internationales de défense des droits de l'homme telles que Human Rights Watch, Amnesty International et l'OIM ont condamné l'Algérie pour mauvais traitements infligés aux migrants, comme elle poursuit ses expulsions massives de ces migrants et demandeurs d'asile qui sont privés de la possibilité de demander une protection internationale en vertu de la Convention de Genève de 1951.

NIGER

L'ONU transporte 1 500 migrants au Niger depuis l'Algérie

- L'Organisation des Nations Unies chargée des migrations (OIM) a [transporté](#) environ 1500 migrants d'Algérie vers le Niger. Ces migrants étaient bloqués dans le désert nigérien près des frontières de l'Algérie après avoir été refoulés à la frontière ou expulsés de force du pays. Environ 3 000 migrants sont actuellement hébergés dans le centre d'Agadez, au nord du Niger, qui peut accueillir jusqu'à 1 000 migrants. L'OIM est responsable de l'organisation du rapatriement de ces migrants vers leur pays d'origine, ce qui n'est pas une tâche facile puisque plus de la moitié d'entre eux n'ont aucun document officiel.

La Croix-Rouge intensifie sa réponse au Niger alors que les conditions de santé se détériorent

- Le nombre croissant de personnes fuyant les conflits et l'arrivée continue de milliers de migrants [exercent](#) une pression sur les établissements de santé publique du Niger, mettant de nombreuses familles en péril – y compris des dizaines de milliers d'enfants malnutris. « Les migrants vivant au Niger sont très vulnérables et ont besoin de beaucoup de soutien dans de nombreux domaines », a déclaré le Dr Fatoumata Nafou-Traoré, Directrice régionale pour l'Afrique de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR). La région de Diffa au Niger, l'un des pays les plus pauvres du monde, a connu une crise humanitaire qui a forcé des milliers de personnes à fuir la violence déclenchée par l'extrême pauvreté. Ce défi humanitaire est aggravé par la localisation du Niger le long d'une route migratoire essentielle. Face à cette crise, la FICR lance un appel de 1,6 million de

francs suisses pour renforcer l'action humanitaire de la Croix-Rouge au Niger. « Le soutien nutritionnel, ainsi que les services de santé, d'eau et d'assainissement sont les besoins les plus urgents. La malnutrition dans la région de Diffa a atteint de graves niveaux d'urgence », a déclaré Ali Bandiare, Président de la Croix-Rouge nigérienne.

SOUDAN

Les armées du Soudan, du Tchad et du Niger discutent de la sécurité des frontières

- Des hauts responsables militaires du Soudan, du Tchad et du Niger ont [tenu](#) une réunion de consultation à Khartoum pour discuter de la sécurité des frontières après l'augmentation de la criminalité transnationale dans la région subsaharienne. « La réunion a abordé les moyens de promouvoir la solidarité et l'action commune pour affronter les défis relatifs au contrôle des frontières et à la sécurité, combattre la criminalité transnationale, lutter contre le terrorisme et les groupes qui sévissent dans la région, et assurer la sécurité et la stabilité », a

indiqué un communiqué publié suite à la réunion. L'instabilité politique en Libye après la chute du régime de Kadhafi a affecté négativement la sécurité de toute la région et en particulier celle du Tchad, du Niger et du Soudan. D'après le communiqué publié après la réunion, une réunion d'experts sera organisée pour élaborer un document-cadre sur le mécanisme de surveillance et de sécurisation des frontières communes entre les trois pays.

Le HCR et le gouvernement soudanais reçoivent la visite d'une délégation de donateurs de haut niveau aux réfugiés au Soudan

- Le HCR et le gouvernement soudanais ont [accueilli](#) une délégation de donateurs de haut niveau comprenant des représentants de plusieurs pays. Les donateurs ont rencontré des hauts fonctionnaires à Khartoum et au Soudan oriental et ont saisi l'occasion de mettre en lumière les efforts du Soudan pour protéger les réfugiés contre les activités de traite et de trafic illicite. « Cette visite est un message de solidarité; elle consiste à dire aux réfugiés qu'ils ne sont pas seuls à affronter leurs épreuves. Sans la généreuse aide des donateurs, nous ne serions pas en mesure de protéger et d'aider des centaines de milliers de familles de réfugiés vulnérables qui ont été forcées de fuir la guerre ou la persécution », a conclu Noriko Yoshida, Représentante du HCR au Soudan. Le Soudan est l'un des pays accueillant des centaines de milliers de réfugiés, principalement du Soudan du Sud, de l'Érythrée, de l'Éthiopie, de la Syrie et du Yémen. Pendant que

le pays continue à ouvrir ses portes aux personnes qui fuient la guerre, la faim et la misère dans leurs pays, la solidarité internationale et les ressources sont plus vitales que jamais.

Formation de l'ONUDC

- Du 8 au 11 avril, l'ONUDC a soutenu la tenue d'un atelier de formation de base sur les enquêtes et les poursuites relatives à la traite des personnes, organisé à l'Institut des sciences judiciaires et juridiques (JLSI) dans la capitale soudanaise. L'atelier s'est adressé à un total de 17 participants: 7 juges, 4 procureurs et 6 agents des forces de l'ordre. En outre, trois représentants du JLSI ont également participé à l'atelier. Le financement de cet atelier a été couvert par la GIZ (co-financé avec l'Union européenne). Cette formation a été mise en œuvre dans le cadre du projet « Better Migration Management » (Meilleure gestion des migrations).

TUNISIE

L'Italie mène un coup de filet contre un nouveau réseau de trafic d'êtres humains amenant des migrants depuis la Tunisie

- Un réseau de passeurs qui transportait clandestinement des personnes de la Tunisie vers la Sicile à bord de bateaux à grande vitesse a été [démantelé](#) par les autorités italiennes. Les procureurs ont émis des mandats d'arrêt contre environ 13 personnes accusées de trafic de personnes et de contrebande de marchandises vers l'Italie. Les migrants,

réfugiés et demandeurs d'asile payaient entre 3 000 et 5 000 euros pour ces voyages rapides. L'opération de trafic d'êtres humains rapporte entre 30 000 et 70 000 euros pour chaque traversée. Plus de 600 000 migrants sont venus en Italie depuis 2014, la plupart d'entre eux ont voyagé dans des bateaux en plastique souvent surpeuplés et impropres à la navigation.

GRÈCE

Arrivées en Grèce

- 506 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile sont arrivés en Grèce par la mer au mois d'avril, ce qui représente une diminution d'environ 79% du nombre d'arrivées par rapport au mois de mars (2 412 personnes). Le nombre d'arrivées au mois d'avril est également le plus bas jusque-là pour cette année. Selon les chiffres de l'OIM, il n'y a pas eu de décès enregistrés le long de l'itinéraire de la Méditerranée orientale au mois d'avril.

Un tribunal grec statue que les demandeurs d'asile ne peuvent pas être détenus sur les îles grecques

- Le 18 avril, le Conseil d'État grec, plus haute juridiction administrative, a [statué](#) que les réfugiés et les demandeurs d'asile ne peuvent plus être détenus sur les îles grecques pendant que leurs demandes d'asile sont examinées et traitées. Cette décision est une victoire pour les nouveaux réfugiés et demandeurs d'asile qui auraient été contraints auparavant de passer des années dans des installations surpeuplées et dépourvues de ressources. Des restrictions ont été imposées en 2016 à la demande du Service d'asile grec. Conformément à la décision, le tribunal grec a déclaré qu'il n'avait trouvé « aucune raison sérieuse et impérieuse d'intérêt public ni en termes de politique migratoire pour justifier l'imposition de restrictions à la circulation ». Bien que cette décision soit la bienvenue, elle ne s'applique qu'aux réfugiés et aux demandeurs d'asile nouvellement arrivés, alors que ceux qui ont déjà vécu des mois et des années dans les îles en tant que demandeurs d'asile, ils devront rester sur les îles.

- Suite à ladite décision, les groupes de défense des droits en Grèce ont [incité](#) le gouvernement grec à se conformer à la décision du tribunal et à annuler immédiatement les restrictions imposées aux réfugiés et aux demandeurs d'asile dans les îles grecques. « La décision judiciaire confirme ce que les ONG et les mouvements des droits de l'Homme avaient indiqué dès le début: la rétention forcée des demandeurs d'asile sur les îles, souvent dans des conditions misérables, est injuste », a déclaré le président d'Amnesty Grèce, Gabriel Sakellaris dans un communiqué. Dans une autre déclaration signée par 21 groupes de défense des droits de l'homme, dont Human Rights Watch et Amnesty International, les organisations ont [écrit](#): « Retenir les demandeurs d'asile dans les îles grecques dans des conditions effroyables et déplorables, et violer leurs droits et les obligations internationales de la Grèce ne peuvent pas être justifiés par le but du contrôle des migrations. » Les groupes ont en outre demandé le gouvernement grec d'appliquer la décision rétroactivement et de permettre à 15 000 réfugiés et demandeurs d'asile déjà sur les îles de se déplacer librement.

La Grèce et les autres pays européens de première arrivée lancent une nouvelle initiative pour identifier les migrants disparus

- La Commission internationale pour les personnes disparues (ICMP) a [annoncé](#) le 18 avril que la Grèce, l'Italie, Chypre et Malte lanceraient une nouvelle initiative pour identifier les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile disparus ou décédés durant la périlleuse traversée de la Méditerranée. Au sujet de l'initiative, la directrice générale de l'ICMP, Kathrynne Bomberger, a déclaré: « Si nous parvenons à lancer cette

cette initiative, et cela s'annonce très bien, cela sera historique ».

Elle a ajouté que la coopération interétatique contribuera à recueillir des données précises et à localiser les survivants et les corps disparus.

Des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile occupent la place centrale de Lesbos

- Plus de 200 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile, dont beaucoup d'origine afghane, [occupaient](#) la place Sappho au centre de l'île grecque de Lesbos pour protester contre les longs délais de traitement des demandes d'asile. Le groupe de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile du camp de Moria de l'île a refusé les appels à la dispersion dans l'espoir d'attirer davantage l'attention sur leur calvaire. Le camp de Moria abrite actuellement le double de sa capacité d'accueil avec 6 000 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile alors qu'il est conçu pour 3 000 personnes seulement.
- Après cinq jours de protestation, la police de Lesbos a [arrêté](#) 120 réfugiés et demandeurs d'asile participant au sit-in le 23 avril. Les arrestations ont eu lieu un jour après que des membres radicaux d'un groupe d'extrême droite dénommé « Mouvement patriotique » ont [attaqué](#) et tenté d'expulser de force des réfugiés et des demandeurs d'asile. Au moins 10 personnes ont été hospitalisées après une nuit d'affrontements. D'après certaines informations, des extrémistes de droite ont mis le feu à des poubelles et ont jeté des objets, y compris des pétards, sur les réfugiés et les demandeurs d'asile rassemblés, tout en criant « brûlez-les vifs » et « jetez-les dans la mer ». Aucun des agresseurs n'a été identifié ni arrêté.

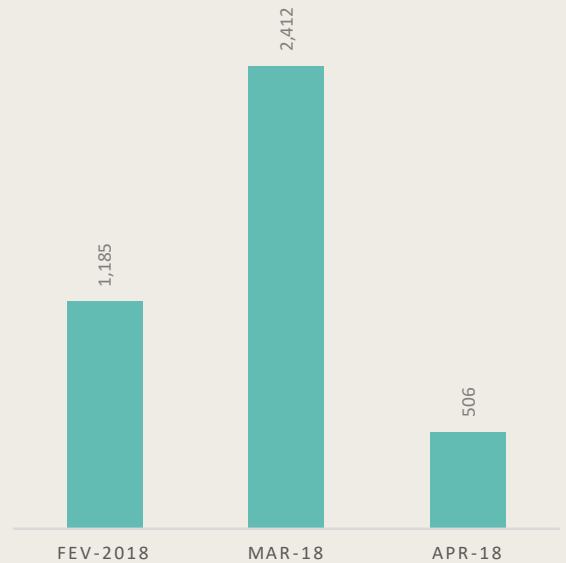
Nomination d'un nouveau chef au Service d'asile grec

- La Grèce a [nommé](#) Markos Karavias à la tête du Service d'asile grec, qui relève du ministère grec de l'Immigration et qui supervise toutes les demandes d'asile. M. Karavias est professeur adjoint de droit international à l'Université d'Utrecht aux Pays-Bas, et il a été directeur par intérim du service des demandes d'asile depuis la fin du mandat de son prédécesseur en janvier 2018.

Des milliers de migrants sont rentrés volontairement depuis la Grèce

- Le 4 mai, le porte-parole de l'OIM, Joel Millman, [a déclaré](#) que plus de 10 000 migrants sont rentrés volontairement depuis la Grèce au cours des vingt derniers mois. Lors d'une conférence de presse à Genève, M. Millman a déclaré: « Plus de 10 000 migrants sont retournés volontairement et en toute sécurité dans leurs pays d'origine depuis la Grèce entre juin 2016 et avril 2018. Parmi eux, près de 2 500 migrants éligibles reçoivent une aide ciblée à la réintégration. » « L'OIM a aidé au total 10 576 retours volontaires vers 84 pays et territoires sur une période de 20 mois, grâce au programme de retour volontaire et de réintégration (AVRR) financé par l'UE et la Grèce », a-t-il ajouté.

Arrivées par la mer, Grèce
Janvier - Avril 2018



Arrivées en Italie

- 3 306 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile sont arrivés en Italie par la mer au mois d'avril. Il s'agit d'une augmentation considérable, presque triplée, des chiffres d'arrivées par rapport au mois de mars précédent (914 personnes). 11 décès ont été enregistrés le long de l'itinéraire de la Méditerranée centrale au cours du mois d'avril.

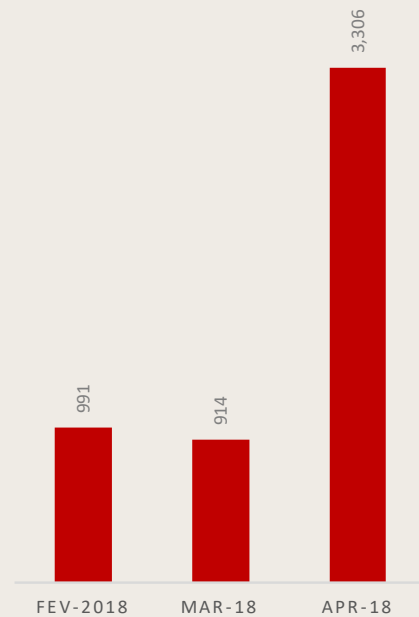
L'Italie affirme que la migration doit être une priorité de l'UE

- Le Premier ministre italien, Paolo Gentiloni, a **déclaré** que la migration est un phénomène à « long terme » qui doit être une priorité absolue pour l'Union européenne. « Nous avons consenti des efforts considérables mais ce phénomène (la migration) n'est pas passager et sera présent durant les décennies à venir », a-t-il déclaré après une réunion avec le président roumain, Klaus Werner Iohannis. L'Italie a mis en œuvre des mesures pour enrayer la migration irrégulière, notamment un code de conduite introduit l'année dernière pour les opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée, un protocole d'accord avec la Libye qui prévoit une formation et un soutien aux garde-côtes libyens pour intercepter les bateaux de migrants, ainsi que des initiatives plus récentes mises en place le long de la frontière entre la Libye et le Niger. Par rapport aux chiffres des quatre premiers mois de 2017, les arrivées en Italie par voie maritime en 2018 ont diminué d'environ 74%.

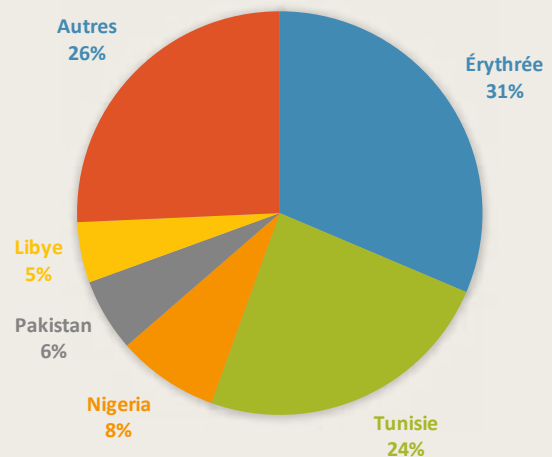
Libération du navire de sauvetage de Proactiva

- Un tribunal italien a **décidé** que le navire de recherche et de sauvetage de l'ONG Proactiva, Open Arms, serait libéré à l'organisation espagnole. Le navire de recherche et de sauvetage, responsable d'innombrables opérations de sauvetage en Méditerranée, avait été saisi par les autorités italiennes en mars après le refus de confier des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile aux gardes-côtes libyens, et après avoir débarqué les personnes secourues en Italie au lieu de Malte, qui était alors le port sûr le plus proche. L'équipage du navire Open Arms avait soutenu que les autorités maltaises avaient exprimé leur réticence à accueillir les personnes secourues. Dans sa décision, le juge a déclaré: « L'ONG ne devait pas résoudre une question de longue date portant sur l'interprétation des règles de sécurité maritime. Proactiva Open Arms ne peut s'attendre à résoudre le problème de Malte en matière de migration et de réglementation maritime.
- Par ailleurs, la Cour suprême de cassation italienne a **rejeté** le 24 avril la demande de l'ONG allemande, Jugend Rettet, de lever le séquestre sur leur navire de sauvetage, Iuventa. Le navire avait été saisi en août 2017 dans le cadre d'une enquête sur les liens présumés entre les ONG de sauvetage et les passeurs. Dans un tweet en réponse à cette décision, l'ONG a déclaré: « Nous sommes accablés par la décision rendue par la Cour aujourd'hui, l'IUVENTA ne sera pas libéré! Mais, nous nous battons pour le droit de secourir les personnes en détresse en mer. »

Arrivées par mer, Italie
Janvier 2018 - Avril 2018



Arrivées par mer en Italie, principaux pays d'origine
Janvier 2018 - Avril 2018



RESEARCH OF INTEREST

[The Migration Emergency Response Fund and Mixed Migration Flows along the Mediterranean: The added value of a context-specific contingency fund](#) (Le Fonds d'intervention d'urgence pour les migrations et les flux migratoires composites le long de la Méditerranée: La valeur ajoutée d'un fonds de prévoyance spécifique au contexte) - START Network

Ce rapport passe en revue la valeur ajoutée de la réponse rapide du Département du Royaume-Uni pour le développement international (DFID), à savoir le fonds de prévoyance spécifique au contexte, dit « le Fonds d'intervention d'urgence pour les migrations ». Il présente également les obstacles rencontrés par le mécanisme depuis son lancement en janvier 2017.

[Death would have been better: Europe continues to fail refugees and migrants in Libya](#) (La mort aurait été meilleure: L'Europe continue d'abandonner les réfugiés et les migrants en Libye) - Refugees International

Ce rapport du HCDH résume les principales préoccupations en matière de droits de l'homme dans le cadre de la détention en Libye.

[Abuse Behind bars: Arbitrary and unlawful detention in Libya](#) (Abus derrière les barreaux: Détention arbitraire et illégale en Libye) - HCDH

Ce rapport résume les principales préoccupations en matière de droits de l'homme découlant des conditions de détention en Libye des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile depuis la signature de l'Accord politique libyen (APL) en 2015.

[In Dangerous Transit: Filling Information Gaps Relating to refugees and displaced people in Ventimiglia, Italy](#) (En transit dangereux: Comblant les lacunes en matière d'informations sur les réfugiés et les personnes déplacées à Vintimille, Italie) - Refugee Rights Europe

Ce rapport met en lumière les conditions de vie des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile à Vintimille, en Italie, et aborde

MULTIMEDIA & EDITORIALS OF INTEREST

[An Italian court decision could keep rescue boats from saving refugees in the Mediterranean](#) (Une décision d'un tribunal italien pourrait empêcher les bateaux de sauvetage de secourir les réfugiés en Méditerranée) - The Intercept

Un éditorial portant sur la saisie du bateau de sauvetage allemand, luventa, par l'Italie.

[Proactiva Release Does not spell end of Italy's war on rescue groups](#) (La libération de Proactiva ne marque pas la fin de la guerre italienne contre les groupes de secours) - News Deeply

(La libération de Proactiva ne marque pas la fin de la guerre italienne contre les groupes de secours) - News Deeply

[What refugees face on the world's deadliest Migration Route](#) (Ce que les réfugiés affrontent sur la route migratoire la plus meurtrière du monde) - The New York Times

Un éditorial décrivant les circonstances mortelles auxquelles sont confrontés les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile lors de leur voyage de la Libye vers l'Italie.

[By Stifling Migration, Sudan's Feared Secret Police Aid Europe](#) (En réprimant la migration, la police secrète soudanaise aide l'Europe) - The New York Times

Cet article d'opinion traite de l'utilisation de la violence par la police secrète soudanaise à la frontière soudanaise avec l'Érythrée, qui sert les intérêts de la politique migratoire de l'UE.

[When we think of migrants, why not include Einstein and Ronaldo?](#) (Quand on pense aux migrants, pourquoi ne pas inclure Einstein et Ronaldo?) - The Guardian

Cet article d'opinion soutient l'idée que nous devrions changer la façon dont nous percevons les migrants, étant donné que de nombreuses célébrités dans le monde sont des migrants.

[In Libya, Migrants fight for survival](#) (En Libye, les migrants se battent pour survivre) - VOA

Cet éditorial dévoile les conditions de vie épouvantables subies par les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile en Libye ainsi que les défis auxquels le gouvernement libyen est confronté pour faire régner de nouveau la sécurité nécessaire à l'éradication de la traite des personnes.

*MHub ne garantit ni l'exactitude ni la fiabilité des articles figurant dans son Bulletin Mensuel.

« [At French Outpost in African Migrant Hub, Asylum for a Select Few](#) » ([À l'avant-poste français dans le centre africain de migration, l'asile accordé à quelques privilégiés](#)) – New York Times

Un éditorial qui présente un regard critique sur la création de « centres d'enregistrement » pour le traitement des demandes d'asile au Niger.

« [From Periods to Pregnancy: the sexual health crisis for Calais refugees](#) » ([Des règles jusqu'à la grossesse: la crise de santé sexuelle pour les réfugiés de Calais](#)) – The Guardian

Un article sur les besoins des réfugiés à Calais en termes de santé sexuelle et reproductive, et sur les volontaires de Gynécologie Sans Frontières leur fournissant des soins urgents.

« [Algeria and Morocco's Migrant Policies Could Prevent Violent Extremism](#) » ([Les politiques migratoires de l'Algérie et du Maroc pourraient prévenir l'extrémisme violent](#)) – Institut d'études de sécurité

Un éditorial axé sur le rôle que la libéralisation des politiques migratoires peut jouer dans la lutte contre l'extrémisme et la radicalisation.

« [Niger: Thousands of migrants trapped in Agadez face a bleak future](#) » ([Niger: Des milliers de migrants piégés à Agadez font face à un avenir sombre](#)) – IFRC

Un article sur le calvaire des migrants piégés à Agadez.

*MHub ne garantit ni l'exactitude ni la fiabilité des articles figurant dans son Bulletin Mensuel.